

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 29 octobre 2013

Refusons l'eurométropolisation (acte III de la décentralisation)

Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF)

Dans la perspective d'une République sociale et souveraine en marche vers le socialisme, refusons l'euro-métropolisation de la France et la mise en place de l'Europe des Länder.

Que vivent les Communes et la République sociale, souveraine, une et indivisible !

Réclamé à cor et à cris par l'U.E., qui veut imposer le modèle fédéral allemand à l'échelle du sous-continent européen, porté par le MEDEF, qui réclame honteusement « la suppression des communes et des départements » (P. Gattaz), un projet monstrueux de « métropolisation » du territoire national prend forme à la veille des municipales sous l'égide du Parti socialiste et de l'UMP.

Complétant les lois dites de décentralisation qui, depuis le 1er gouvernement Mitterrand-Defferre, ont miné la République une et indivisible en transférant un nombre croissant de compétences aux féodalités locales (régions et euro-régions « transfrontalières », structures supra-communales imposées qui réduisent les compétences des communes), adossé à l' « Acte III de la décentralisation » et aux pressions que multiplie le Parlement européen pour imposer à la France la « charte européenne des langues minoritaires et régionales »*, il s'agit pour l'Elysée de mettre en place d'énormes agglomérations à l'américaine qui videraient la démocratie communale de tout contenu, qui signeraient la mort des départements et qui achèveraient de dessaisir les citoyens, et spécialement le monde du travail, de toute influence sur les décisions locales.

En réalité, la mise en place des métropoles, et tout particulièrement, du Grand Paris, du Grand Lyon, du Grand Marseille, etc. serait avant tout une aubaine pour les monopoles capitalistes : ils feraient plus aisément main basse sur les marchés publics, ils pourraient plus aisément prendre appui sur les super grandes villes pour contourner l'échelon national et ils influenceraient encore plus directement les décideurs, au besoin par la corruption, en drainant l'argent public vers des projets pharaoniques dénués

d'intérêt pour la vie quotidienne des gens.

C'est pourquoi le [PRCF](#) invite les communistes, les syndicalistes, les patriotes républicains, les élus locaux attachés à la commune, ce fil rouge de l'histoire progressiste française, à se DRESSER contre ce projet monstrueux au nom de...

- **La démocratie communale**, qui doit se maintenir à l'échelle locale ; l'intercommunalité choisie et « projet par projet » doit l'emporter sur la supra-communalité imposée ; celle-ci ne doit plus réduire les conseils municipaux à « inaugurer les chrysanthèmes » ;

- **De la défense des services publics d'Etat et de la fonction publique territoriale** : le but des métropoles est de parachever l'actuel dégraissage massif de la fonction publique et parapublique par leur désossage en règle (notamment, « rationalisation » et « concentration » de moyens publics dans les « villes-centres ») ; non seulement cela comporte un danger majeur pour les emplois, les statuts, les conditions de travail des personnels, mais cela signifie qu'ensuite, « à l'américaine », il faudra faire des kilomètres de voiture pour faire ses courses, ou pour accomplir telle ou telle démarche qu'on peut faire aujourd'hui dans sa ville ;

- **De la défense de l'industrie et de la classe ouvrière** : la plupart du temps, ces métropoles seront tournées vers le tout-financier et le tout-tourisme ; elles accompagneront la casse des industries et la relégation sociale des ouvriers et de leur famille ; il faut au contraire une véritable République une et indivisible planifiant de manière harmonieuse la réindustrialisation du territoire national. Refusons des « super-villes » voisinant avec le « désert français ». Exigeons une réindustrialisation équilibrée des territoires sur la base d'un large secteur public et nationalisé d'Etat donnant des droits démocratiques élargis pour les travailleurs et pour leurs syndicats ;

- **De la défense des PME, des artisans, des petits commerçants et des petits entrepreneurs** ; dans un tel schéma d'organisation territoriale, les PME seraient broyées ou transformées en variables d'ajustement des donneurs d'ordres du grand capital

- **De la défense des départements**, cet acquis de la Révolution française essentiel pour faire échec à l'ethnicisation des territoires, aux euro-régions, c'est-à-dire à l'écartèlement du territoire national démoli à la fois du dehors par l'Europe des régions et du dedans par le morcèlement et par la concurrence accrue entre les mégalo-poles inhumaines

- **Du pouvoir d'achat populaire** : car ces nouvelles structures créeront inévitablement de nouveaux impôts payés par la classe ouvrière et par les couches moyennes, tout en finançant de mille façons la course au profit capitaliste en puisant dans l'argent public

- **De la défense du mouvement ouvrier et populaire**, car de tels monstres urbains réduiraient à néant le champ d'action des municipalités populaires et communistes actuelles ou à venir ;

- **De la défense de la langue française et des cultures nationale et régionales de notre pays** : car ce maillage territorial métropolitain ajusté à l'échelle européenne et transatlantique privilégierait le basculement du pays au tout-anglais, les langues régionales (qu'il faut développer dans un cadre national et républicain) n'étant qu'un prétexte pour faire éclater la France et imposer sournoisement la langue de l'Empire transatlantique

- **Du respect dû au peuple français et au suffrage universel** ; chaque fois qu'il l'a pu (constitution européenne, mais aussi référendum aux Antilles, en Corse, en Alsace), notre peuple s'est prononcé pour les structures républicaines et nationales, contre les structures euro-fédérales : il est lamentable que cet été, les députés PS – sans être dénoncés très fort par les autres forces politiques de gauche – aient supprimé la nécessité institutionnelle du passage par un référendum local pour fusionner des structures existantes. Ne laissons pas s'institutionnaliser une politique territoriale faussement moderne qui donnerait tout le pouvoir aux féodalités politico-financières ! Dans cet esprit, exigeons que soit retiré de la Constitution l'amendement Raffarin de 2003 qui stipule de manière contradictoire que « la France est une république une et indivisible dont l'organisation est décentralisée » ; surtout, exigeons une Constituante rendant au peuple sa souveraineté.

en résumé

* **défendons les Communes**, socle d'une future République sociale et souveraine, fil rouge de toute notre histoire progressiste depuis le Moyen Âge, la Révolution française et la Commune de Paris ;

* dans le cadre de la campagne municipale, **exigeons que les listes se réclamant de la gauche et de la République dénoncent l'eurométropolisation des territoires, refusons tout soutien à des listes dirigées par le PS pro-UE et pro- métropoles**, ne soutenons que des listes se prononçant nettement (entre autres conditions : c'est une condition nécessaire mais pas suffisante) pour le respect de la commune et de la République et indivisible.

En particulier, **il est inconséquent pour le PCF national de prétendre combattre les métropoles tout en s'associant électoralement à Paris et ailleurs à des municipalités PS dont l'objectif, une fois passées les municipales, sera de mettre en place des mégalopoles, lesquelles n'auront de cesser d'étouffer les municipalités ouvrières des banlieues.**

[La commission exécutive nationale du PRCF, 21 octobre 2013](#)

*dont le but réel est de dés-officialiser le français au profit du tout-anglais en instrumentant les langues régionales de France pour ethniciser le territoire national.

<http://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/refusons-leurometr...>

<http://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/refusons-leurometropolisation/>

<http://www.legrandsoir.info/refusons-l-eurometropolisation-acte-iii-de-la-decentralisation.html>